

L'Allemagne vote une loi antihacking controversée

A priori, les hackers vont éviter l'Allemagne pendant un certain temps après l'adoption de cette loi qui fait d'eux des criminels.

La législation que le gouvernement allemand avait proposé il y a déjà un an, a finalement été votée le vendredi 25 mai.

Elle l'a été dans son intégralité. Son ambition est de mettre un terme aux attaques contre les ordinateurs du secteur privé et public.

Le pays des landers disposait déjà d'une loi relativement stricte à l'égard des spécialistes de l'intrusion, mais ce nouveau texte qui renforce les peines doit permettre d'empêcher tout contournement de la loi que certains législateurs jugeaient « *permissive* ».

Dorénavant, le hacking consiste uniquement en l'intrusion illégale dans un parc informatique protégé, il n'y a plus besoin de dérober des données, l'intrusion est à elle seule répréhensible. La peine risquée par les hackers a été portée **à 10 ans de prison**, et cela, même si aucune donnée n'a été volée?

Les autres cybercrimes punis par la loi sont l'attaque DoS (ndlr : Déni de service), et le sabotage de PC.

La nouvelle loi est très critiquée par certains hackers. Le club Chaos Computer estime pour sa part que ce texte ne fait pas la distinction entre les bons hackers, les « white hats » qui travaillent souvent pour des éditeurs de sécurité, et les mauvais, « les black hats » qui piratent et s'introduisent dans les réseaux gouvernementaux.

« *Cette loi va empêcher ces 'bons' hackers de produire des solutions performantes* » estime le club, interrogé par *ComputerWorld*.

Une opinion qui est d'ailleurs partagée par des hackers moins recommandables.

Le Chaos Computer Club indique également que la décision du gouvernement allemand pourrait être détournée pour installer des logiciels-espions sur les ordinateurs de suspects ou de criminels avérés.

Une remarque qui intervient alors qu'Outre-Rhin la Haute Cour de justice a décidé d'interdire au gouvernement et à la police fédérale l'utilisation de spywares pour surveiller les activités de terroristes potentiels... Le vote de cette nouvelle loi permet de contourner habilement cette décision.